

L'économie du prochain siècle, ou l'inversion des raretés

par Dominique Dron,
professeur à l'École des Mines de Paris,
et Hervé Juvin,
président d'Eurogroup Institute

« Les premiers seront les derniers ». L'expression vaudra-t-elle pour tout ou partie des ressources et des produits que nos sociétés utilisent et fabriquent, pour tout ou partie des pouvoirs, des influences et des acteurs de nos économies? Il semble que ce siècle à peine ouvert pose déjà les marques de basculements fondamentaux dans nos références physiques, culturelles, politiques et financières.

NOUS ENTRONS dans un monde différent, à grande vitesse. Celui dont nous sortons fut structuré en cinquante ans, dans ses territoires, ses circuits économiques et les habitudes de ses populations, par la disponibilité constante de pétrole et de transports à bas coût, par la gratuité des éléments dits naturels, et par un usage illimité de la planète. Cette parenthèse, les aléas géopolitiques, les accidents météorologiques et les nouvelles raretés de l'eau, de l'air, de l'espace, devraient la clore plus rapidement que le seul épuisement des ressources énergétiques n'y conduirait. La peur pour la survie va bouleverser le jeu politique, le bilan des entreprises et l'objet même de l'activité économique.

Commençons par le monde physique : jusqu'au siècle dernier, et encore aujourd'hui dans beaucoup de représentations mentales, les hommes et leurs productions étaient rares, le globe, vaste, ses richesses inépuisables,

sa stabilité éternelle. Il a suffi de dix ans, depuis le Protocole de Kyoto, pour que se répande cette idée, qui deviendra bientôt commune¹ : l'ère du rationnement de l'usage du monde a débuté. Nous savons mais « nous ne croyons pas ce que nous savons »² et nous n'en tirons pas encore les conséquences, bien que les signes s'accroissent et touchent à l'évidence.

Prenons l'usage de l'espace : nous avons déjà artificialisé le tiers des terres émergées, au point que l'occupation humaine les régit plus que les lois naturelles physiques et chimiques. Le réchauffement climatique, l'exploitation agricole et une gestion souvent négligente de ressources finies et des déchets industriels produisent conjointement la montée des océans, la salinisation des terres³, l'érosion, l'étalement urbain, la multiplication des infrastructures. Aujourd'hui, le vrai luxe c'est l'espace : pas seulement l'espace bien placé au cœur de patrimoines culturels ou au carrefour des activités en vue, mais aussi l'espace qui reste vivant, qui permettra de tenir « les autres » à l'écart, et de fournir de quoi boire, se nourrir, et se chauffer.

Notre usage excessif des différentes formes de la vie crée ses propres raretés : urbanisation, pollution, surex-

exploitation, déforestation, espèces invasives font disparaître les espèces vivantes et leurs habitats à un rythme analogue à celui des cinq grandes extinctions géologiques. Il nous a suffi de vingt ans pour consommer 80 % des poissons habitant les grandes profondeurs ; de quarante ans pour que s'écroulent les stocks de morue de la mer du Nord qui nourrissaient l'Europe depuis deux ou trois mille ans ; de cinquante ans de « Révolution Verte » pour diviser par 10 à 100, selon les régions, la diversité des plantes cultivées ; de moins d'un siècle pour que le quart des mammifères du monde, le tiers des plantes supérieures et les trois quarts des poissons pêchés se trouvent en danger sévère et, pour beaucoup, en voie de disparition. Nous savons, pourtant, que, face au changement climatique, l'humanité ne pourra s'adapter aux modifications d'ores et déjà inéluctables si suffisamment d'espèces et de biotopes ne s'y adaptent pas de leur côté. Plus ils seront fragiles, moins ils pourront le faire. Or nous n'avons pas encore créé de compteur pour mesurer et garantir la tenue de notre « ceinture de sécurité écosystémique ».

Nous comptons si peu nos prélèvements sur le vivant que nous avons cru pouvoir nous en dispenser pour leur exploitation même. Pour obtenir des récoltes plus importantes et prévisibles, les développements agronomiques et économiques ont presque tous visé à affranchir l'alimentation des contraintes naturelles : qualité des terres, soleil, pluie, insectes, « cat nat⁴ ». Sous l'effet conjugué des errances météorologiques (sécheresses, pluies, maladies) et agronomiques (érosion pédologique et biologique, salinisation des terres, effondrement des nappes, pollutions des sols et des eaux), les productions agricoles plafonnent ou sont fragilisées. À titre d'exemple, des rendements réduits de 60 % pour les céréales australiennes en 2006 voisinent, après sept années consécutives de déficit céréalière mondial, avec la chute des productions légumières européennes de 5 à 50 % selon les variétés. Avec ses températures étonnamment élevées et erra-

tiques au printemps, l'année 2007 annonce des récoltes perturbées en Europe et aux États-Unis⁵, et provoque déjà un rationnement de l'eau en Europe. Devant la perspective, inattendue mais réelle, du retour de la faim, une « Révolution Doublement Verte », davantage fondée sur les fonctionnements des écosystèmes, devient inévitable en raison de la rareté des biens vitaux (eau, terres arables, climats modérés), de la croissance démographique et de l'enrichissement des régimes alimentaires dans de nombreux endroits du globe.

La richesse, l'abondance, ne protègent pas de tout, et notamment pas des phénomènes climatiques intenses prévisibles y compris dans les régions tempérées. Les dommages directs ont quintuplé en trente ans. Ils multiplient les coûts de l'assurance et confrontent nos techniques de prévention, de gestion et de partage du risque à des frontières nouvelles. La première puissance du monde s'est révélée dramatiquement dépourvue à la Nouvelle-Orléans face à Katrina.

Que feront le Bangladesh, l'Inde, le Vietnam, le Royaume-Uni ou les Pays-Bas face à la montée des eaux ? L'égalité face aux errances du climat devient une nouvelle réalité. Pour prévenir l'aggravation de risques vitaux, des solidarités de fait vont se nouer entre entreprises et territoires : les premières ne s'enrichiront pas sur un océan de ruines. L'entreprise s'est rêvée sans usine. Pour s'affranchir complètement du territoire, il lui faudrait se rêver sans client.

Si nous ne comptons pas nos prélèvements sur la vie, nous savons, par contre, mesurer nos consommations d'autres ressources (combustibles fossiles, eau). Sur les marchés pétroliers et gaziers, les offreurs que sont la Russie, l'Algérie, l'Iran, les pays du Golfe persique sont, aujourd'hui, en situation dominante. Ce basculement a un prix. Structures et équipements énergétiques, issus des décennies passées, installent par leur inertie les régions du monde qui les ont adoptés ou les adoptent encore en situation de demande et donc de vulnérabilité

PRODUITS TROPICAUX

Un important déficit redonne des couleurs à un marché mal en point depuis des années. Contrairement aux industriels, les fonds ont bien anticipé la hausse.

La sécheresse ranime le cacao

Après quatre années consécutives de dégringolade, le marché du cacao se propose de rompre son record par rapport à celui d'autres matières premières. Le contrat à échéance sur une tonne à Londres qui figurait à 1 100 euros le 11 mars dernier est passé à 1 200 euros le 12 mars dernier. Depuis le début de l'année, le contrat a gagné plus de 100 euros. Le prix du cacao a donc dépassé le seuil de 1 200 euros pour la première fois depuis le 11 mars 2003. Cette hausse est due à un déficit de 25 % par rapport au précédent de décembre 2006 (1 100 euros).

« L'impact de la sécheresse est dû à une baisse de la production de cacao en Côte d'Ivoire. Cette baisse est due à une sécheresse qui a entraîné une chute de la production de cacao de 20 % par rapport au précédent de décembre 2006 (1 100 euros) », explique un expert de la Bourse de Londres.

« L'impact de la sécheresse est dû à une baisse de la production de cacao en Côte d'Ivoire. Cette baisse est due à une sécheresse qui a entraîné une chute de la production de cacao de 20 % par rapport au précédent de décembre 2006 (1 100 euros) », explique un expert de la Bourse de Londres.

Le cacao à Londres

2003 2004 2005 2006 2007

1 000 1 100 1 200 1 300

« Les investisseurs ont anticipé la hausse du cacao », explique un expert de la Bourse de Londres. « Les investisseurs ont anticipé la hausse du cacao », explique un expert de la Bourse de Londres.

« Les investisseurs ont anticipé la hausse du cacao », explique un expert de la Bourse de Londres. « Les investisseurs ont anticipé la hausse du cacao », explique un expert de la Bourse de Londres.

« Les investisseurs ont anticipé la hausse du cacao », explique un expert de la Bourse de Londres. « Les investisseurs ont anticipé la hausse du cacao », explique un expert de la Bourse de Londres.

Journal Les Échos, 14 mars 2007.



© YANN ARTHUS-BERTRAND/LA TERRE VUE DU CIEL

Décharge d'Entressen, Bouches-du-Rhône, France (43°35' N – 4°56' E).

Avec 6 000 décharges sauvages et 40 incinérateurs à ordures hors normes, la France fait figure de mauvais élève de l'Europe en matière de gestion des déchets. La décharge en plein air d'Entressen est l'objet d'une guerre acharnée entre les écologistes et la communauté urbaine de Marseille. Depuis quatre-vingt-dix ans, plus de 460 000 tonnes d'ordures y sont déversées chaque année et polluent des dizaines d'hectares alentour. Le mistral déchire régulièrement les filets de la clôture et une pluie de sacs plastique et de débris s'abat alors sur les champs environnants. Bien que l'État ait annoncé la fermeture de ce type de sites avant 2002 (loi Royal 1992), la décharge d'Entressen a pourtant été légalisée en 1998. Depuis 2003, Marseille propose de la remplacer par un incinérateur à Fos-sur-mer. Mais les habitants de la région sont réticents et les écologistes s'y opposent, craignant que celui-ci émette trop de dioxines. Pourquoi ne pas réduire les déchets à la source en favorisant le tri et le recyclage ? En France, seuls 12 % des déchets domestiques sont recyclés, contre 60 % en Allemagne.

croissante. La rareté relative qui s'instaure ainsi fournit aux détenteurs des ressources énergétiques certains des moyens de la puissance politique, voire de la guerre. Elle exigera des pays industrialisés et émergents qu'ils transforment radicalement leur image d'une croissance fondée sur la surabondance et la quasi gratuité de l'énergie. Si les ressources de base, énergétiques ou autres, sortent des relations de marché pour entrer dans le monde du politique et de la puissance, payer pourrait ne plus suffire. Il est temps que les consommateurs des pays riches, confiants dans leur capacité d'achat, en prennent conscience : les énergies classiques, dépendant de ressources appropriables, sont en voie de cartellisation mondiale rapide à des niveaux de concentration et de poli-

tisation inédits. L'argent pourrait donc ne plus forcément acheter ni l'indépendance, ni l'abondance.

Selon le dernier rapport du GIEC⁶, un scénario tendanciel nous conduirait dès 2050 à une température moyenne du globe plus élevée de 1,8 à 2 °C par rapport au XIX^e siècle, soit un triplement de la vitesse du réchauffement du XX^e siècle. Deux degrés de plus, c'est, selon le GIEC, au moins 2 milliards d'humains sous le seuil du stress hydrique, notamment en Asie du sud-est, autour de la Méditerranée et en Amérique Latine. C'est aussi entre 150 et 200 millions de migrants climatiques en un demi-siècle. La terre habitable et cultivable en deviendra d'autant plus précieuse et disputée. Le début de concurrence

entre cultures énergétiques et cultures alimentaires accroît, déjà, la pression inflationniste des dérèglements climatiques sur le prix des denrées. Dans l'ensemble de la zone Euro, l'alimentation s'est renchérie de 2,8 % en 2006, suivant de près l'énergie. De l'autre côté de l'Atlantique, nous avons tous en mémoire les manifestations populaires mexicaines devant la flambée de la tortilla de maïs provoquée par la faim d'éthanol des moteurs américains ; or les objectifs annoncés sont de 30 % des surfaces en maïs étasuniennes dédiées aux carburants.

Cette rareté va créer des rentes considérables et concentrées, susciter de la compétition là où elle n'existait pas, et bouleverser la hiérarchie des prix. Les marchés mondiaux, ou leur

fiction, ne sortiront pas intacts de cette situation. Les biens vitaux se renchérissent notablement plus que d'autres en situation de pénurie, jusqu'à l'infini selon les économistes. En cas de menace vitale, les réactions sont violentes. Des pays en situation de trop forte dépendance pourraient se trouver confrontés pour l'eau ou l'alimentation à un ordre extra-économique, situation déjà rencontrée mais pour l'instant localisée. Si ce n'est pas la fin de l'économie, ce pourrait être la fin de logiques où l'économie financière dominait échanges et activités. Pour s'inventer des modes de vie et des économies robustes dans ce monde marqué par les limites, l'humanité doit adopter quatre objectifs inédits : piloter le climat dans une direction viable ; aider la nature à faire face au choc thermique en cours au lieu de la considérer seulement comme un gisement de ressources ; mesurer les usages de tous les biens vitaux naturels ; apprendre l'interdépendance solidaire.

Face à cette situation, les limites du marché comme régulateur, comme organisateur et comme garant apparaissent clairement. Infirmité dans la prise en compte du long et même du moyen terme, accentuée par les nouveaux maîtres de la planète financière (fonds d'investissements et fonds spéculatifs) qui poussent les intervenants plus anciens à les imiter sur cette pente destructrice. Difficulté à intégrer l'extrême volatilité liée à des changements de paradigmes économiques et de plus en plus, politiques. Difficulté des acteurs à être informés et à savoir pour anticiper. Et surtout, prime au comportement d'imitation, qui fait de la crise le seul mode d'adaptation. Quelques signaux traduisent la prise de conscience de certains acteurs (quelques fonds de pension, assureurs, réassureurs, régulateurs) mais il semble difficile de préparer les enjeux proches autrement que par un changement de règles structurelles, et de modèle d'entreprise.

Trois évolutions apparaissent fondamentales. En premier lieu, la coopération pour la survie. Depuis la dis-

Un panorama mondial de l'exploitation des ressources animales aquatiques, fondé sur les déclarations officielles nationales, a été présenté en mars 2007 aux membres du Comité des pêches de la FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), i.e., aux 118 principaux États pêcheurs et aquaculteurs de la planète. En 2004, la production a atteint 140 millions de tonnes (Mt), dont 106 Mt destinés à la consommation humaine (pêche : 60 Mt, aquaculture : 46 Mt). La valeur des exportations (72 milliards de \$ US, 38% du volume de la production) a crû de 24% en quatre ans.

Depuis la fin des années 80, la production halieutique plafonne (90 à 95 Mt/an), et c'est l'aquaculture (dominée par la Chine) qui assure la croissance globale de l'approvisionnement. La moitié des stocks halieutiques est exploitée au rendement maximum, un quart est surexploité ou épuisé (10% en 1974), un quart est modérément exploité (40% en 1974).

Les causes de la surexploitation sont connues : la faible régulation de l'accès à des stocks non appropriés entraîne la surcapacité des flottes (leur potentiel de capture excède la productivité naturelle). C'est en ajoutant aux mesures de conservation (e.g., aux Total Allowable Catch) un dispositif d'allocation des droits de pêche (par exemple des quotas individualisés, transférables ou non) que l'on parviendra à stopper « la course au poisson ».

Philippe Gros, directeur de la Recherche Halieutique, Ifremer

location de l'Empire soviétique, le modèle de la concurrence de tous avec tous, dans tous les domaines et sur tous les sujets, apparaît comme le seul mode de relation possible entre sociétés, à l'intérieur des sociétés, voire entre individus. La naissance d'un marché de la relation privée illustré par le succès de sites Internet comme « Meetic » éclaire, à cet égard, d'un jour inattendu la généralisation de la compétition. C'est oublier un peu vite une loi des sociétés animales et plus largement des êtres vivants : des espaces de coopération sont indispensables à la survie individuelle et à la reproduction de l'espèce. Le modèle de la concurrence dont le point d'aboutissement est la société par actions cotée, gérée par des investisseurs pour des investisseurs, n'est pas le seul. Il serait dangereux qu'il le devienne, et fasse oublier ces autres systèmes (coopératives, mutuelles, entreprises familiales), tout aussi légitimes, qui font la part de la compétition et du lien, de l'engagement et du collectif. La nécessité d'un univers coopératif est d'une brûlante actualité pour contenir le changement climatique dans des limites viables. Ce nouveau visage du monde

devrait être discuté et préparé à l'initiative de l'Europe avec les démocrates américains et le Japon avant les élections américaines. Il ne pourra aboutir qu'en impliquant les principaux pays du sud (Chine, Inde, Afrique du sud, Brésil...) dans une logique d'intérêt commun, donc de moyens partagés plutôt que de confrontation. Une telle perspective mériterait d'être développée dans le cadre des entreprises stratégiques européennes. Rendre les clients massivement propriétaires des grands fournisseurs d'« utilities » peut permettre de gagner en fiabilité de moyen terme et en marge de manœuvre tout en rapprochant propriétaires et clients. La coopération revêt enfin ses fonctions traditionnelles en luttant contre les imperfections des marchés : difficulté à prendre en compte les externalités des activités productives, à intégrer le long terme dans les paramètres de contrôle effectif des entreprises, comme pourraient contribuer à le faire fonds d'investissement et assureurs.

Un système collaboratif mondial est aussi la seule alternative à une « recolonisation », plus ou moins vio-

lente et assumée, qui permettrait à un petit nombre de pays ou d'acteurs de gérer les nouvelles raretés du monde, au nom du bien commun et sans doute de leurs intérêts particuliers. Il est urgent de redéfinir la part de la coopération, comme mode de relation entre une activité économique et ses parties prenantes, et celle de la compétition, la part du collectif et celle de la concurrence, sous peine d'affrontements qui ne resteront pas qu'économiques.

Parmi les conditions de résilience de la société, compteront aussi les marges de manœuvre que les pouvoirs publics se donneront et donneront aux citoyens et aux consommateurs par rapport à ces méga-acteurs au pouvoir de marché d'autant plus colossal qu'il jouera sur des biens vitaux. Ces précautions concerneraient la structure financière et de gouvernance des acteurs, les clauses des marchés publics, les règles d'accès aux ressources et à leur gestion, l'équilibre entre ressources concentrées et déconcentrées (surtout pour l'énergie), la régulation de la concurrence.

En second lieu, l'affirmation d'une politique européenne, volontariste, axée d'abord sur la robustesse et l'anticipation climatique⁷, énergétique et sociétale, qui pourrait utilement prendre le relais de la fantomatique « stratégie de Lisbonne ». L'Europe a beaucoup d'arguments pour réussir la prochaine révolution économique, celle qui va faire de la production du milieu de vie humain et de la restauration de ses conditions vitales la première activité industrielle. Prendre conscience de ces enjeux politiques et sociaux, plus qu'économiques, est un bon moyen de dépasser les forces centrifuges aujourd'hui déchaînées.

Enfin, l'intégration du long terme dans les comptes des acteurs économiques, au moyen d'une comptabilisation extensive de leurs externalités. L'activité économique doit être mesurée dans tous ses effets, positifs et négatifs, dans la totalité de leur périmètre, bien au-delà du seul processus de production et de vente. Ce

compteur commun doit être indépendant et fiable, car il sera garant de la cohésion et de la confiance sociales pour le tournant que nos organisations et nos économies doivent prendre dans les dix prochaines années. En ces temps de refonte institutionnelle, il est judicieux de se souvenir que le partage équitable des ressources vitales, eau, terres ou capacité à émettre des gaz à effet de serre, est une condition essentielle pour la robustesse d'une société et la durée d'une économie. Il n'existe à ce jour que deux manières de répartir une ressource rare autrement que par la force : les prix, les files d'attente ; ou un mélange des deux dont les quotas négociables sont une illustration.

C'est aussi par là que l'entreprise se réconciliera avec ses territoires, son milieu et sa responsabilité. Nous jouons tous, pour l'eau, l'espace, les gaz à effet de serre, les énergies limitées (hydrocarbures, mines, biomasse), un jeu à somme finie, où les débordements des uns se traduiront dorénavant par la spoliation sensible des autres. Jared Diamond⁸ tire de ses analyses historiques deux conditions pour qu'une société résiste et s'adapte à une menace vitale sur son environnement : que les dirigeants assimilent suffisamment tôt la gravité de la menace, et qu'ils sachent renoncer aux attributs de la richesse et du pouvoir lorsque ceux-ci sont dévastateurs. Ce fut le cas pour les temples et palais de bois japonais, cause de déforestation catastrophique, et des cochons importés dans les îles Tuvalu, dont la multiplication détruisait la faune et la flore locale. *A contrario*, ni les Mayas, ni les Pascuans, ni les Vikings du Groenland ne satisfirent ces conditions : ils ont disparu.

L'enjeu d'une économie robuste, c'est-à-dire construite à temps, n'est pas l'arrêt du développement, ni le recul de l'activité ou de la création de valeur. Il s'agit au contraire de préparer l'économie de la qualité de la vie au sens aigu du terme, l'économie du bien-être et des opportunités de satisfaction pour le plus grand nombre. Il s'agit de réussir un défi

inédit de ce siècle ; la production du monde⁹, qui substitue là où c'est possible les effets du génie humain à des gratuités de la nature épuisées, disparues, ou menaçantes, et les épargne ou les restaure là où c'est la seule issue. Enfin, il s'agit, à travers la tenue des territoires, la force du lien et de l'engagement, la primauté de la société sur l'économie, de remplacer la mesure omniprésente du prix par la mesure naissante de la qualité de la vie. Il en va non seulement de la richesse, mais aussi de la paix du monde. n

1 Un monde de ressources rares, E. Orsenna, Librairie Académique Perrin, 2007.

2 Pour un catastrophisme éclairé, JP Dupuy, Paris : Seuil, 2002.

3 Nous perdons chaque année 8% des terres agricoles irriguées mondiales par érosion, assèchement ou salinisation selon M. Griffon (Nourrir la planète, Editions Odile Jacob, 2006.)

4 Catastrophes naturelles, ou calamités agricoles, qui ont fait l'objet d'assurances particulières (USA), ou de fonds publics de compensation en France.

5 Cf. Wall Street Journal, 10 mai 2007. Les bassins d'eau espagnols ne sont remplis qu'à 40% du niveau habituel, le volume des pluies en Allemagne en avril est de 90% plus bas que la normale.

6 IPCC Fourth Assessment Report, Technical summaries: autour de 550ppmCO2 en 2050 (Working group 1).

7 Cf. D. Dron, L'Europe au régime, Libération 270705 ; et en 2006-7 les propositions de J. Delors, H. Védrine.

8 J. Diamond, Effondrement, ou comment des sociétés choisissent de survivre ou de disparaître, PUF, 2006.

9 Voir H. Juvin, La production du monde, collection Le Débat, Gallimard, novembre 2007